

Invité de l'université d'été du Medef, le ministre des finances, Pierre Moscovici, a multiplié les cadeaux aux chefs d'entreprise et s'est même montré flagorneur. Même un Pierre Bérégofoy n'en faisait pas tant. À croire que le patron de Bercy craint pour son avenir et se cherche, avec zèle, d'improbables alliés.

C'est une vidéo qu'il faut prendre le temps de savourer - surtout si l'on a voté François Hollande à la dernière élection présidentielle -, une vidéo au cours de laquelle on peut voir le ministre socialiste des finances, Pierre Moscovici, danser un stupéfiant tango d'amour avec le président du patronat, Pierre Gattaz. Cela s'est donc passé jeudi 29 août à l'université d'été du Medef, et cela mérite qu'on s'y arrête car la scène soulève une intéressante question : mais pourquoi donc le patron de Bercy se prête-t-il à ce jeu de manière aussi appuyée ?

<http://www.medef.com/medef-universites-dete/videos/detail-videos/medeftv/pleniere-exceptionnelle-3.html>

D'abord, ceux qui ne connaissent pas le nouveau président du Medef, Pierre Gattaz, adoubé en juillet dernier par ses pairs, peuvent en quelques instants deviner qui il est. Maladroit et encore moins brillant, il symbolise, à lui seul, la crise de représentativité du patronat français. En d'autres temps, les grands maîtres de forge étaient les porte-voix des milieux d'affaires : des Wendel sous le Second Empire jusqu'à Ernest-Antoine Seillière, leur lointain descendant, qui officiait encore il n'y a pas si longtemps, grand bourgeois moqueur et un tantinet arrogant, à la tête du Medef.

Mais ces temps-là ne sont plus. Et les cercles de la haute finance et du grand patronat ont en partie déserté le Medef, lui préférant des officines, plus discrètes mais autrement plus efficaces, comme celle de l'Association française des entreprises privées (AFEP), qui a ses entrées dans toutes les coulisses du pouvoir. Là, les grands patrons du CAC 40 n'ont pas le déplaisir de frayer avec la populace des petits patrons.

Au fil des ans, le Medef a donc perdu de son lustre et de son influence, et s'est trouvé dans l'obligation de chasser sur les terres de sa rivale, la minuscule CGPME, petite secte patronale rassemblant des petits patrons, avec des accents un tantinet poujadistes ou populistes. C'est donc cette mutation qu'incarne Pierre Gattaz, qui en quelques semaines a démontré son inconsistance. Alors que son père, Yvon Gattaz, qui a officié à la tête du CNPF, l'ancêtre du Medef, sous le premier septennat de François Mitterrand, avait un étrange petit côté roublard - pataud en apparence, matois en réalité -, son héritier, lui, apparaît d'abord malhabile, comme s'il portait d'un seul coup un costume trop grand pour lui.

En quelques semaines, il a surtout démontré sa grande capacité à faire des boulettes. Dernière illustration en date, on l'a ainsi vu lundi sortir tout sourire de son entrevue avec Jean-Marc Ayrault, qui lui avait présenté sa réforme des retraites : *« Il y a une ouverture qui nous est faite, intéressante, c'est la baisse du coût du travail »*, a-t-il claironné ce jour-là d'un micro à l'autre. Tant et si bien que tous les éditorialistes économiques ont salué l'habileté d'un premier ministre capable de mettre le patronat dans sa poche, sans se fâcher avec les syndicats. Ce qui n'a pas empêché dès le lendemain le même Pierre Gattaz de dire très exactement le contraire - sans doute après des réprimandes énergiques de ses collègues patrons toujours au sujet de la réforme des retraites : *« Notre pays va dans le mur. »*

### **Moscovici n'a pas l'habileté de Bérégofoy**

Mais le plus intéressant de ce que montre cette vidéo, ce n'est pas Pierre Gattaz. C'est d'abord Pierre Moscovici. Non pas parce qu'il prend devant le parterre des chefs d'entreprises qui l'écoute une posture droitière. Cela, c'est un grand classique de la vie politique française, sous la gauche comme d'ailleurs sous la droite.

Car par fonction, le ministre des finances, c'est le « grand argentier » ; c'est le gardien vigilant des sacro-saints grands équilibres économiques et financiers. Il est donc nécessairement, même si ce n'est pas son tempérament, un petit peu le « Père-la-rigueur » de l'équipe gouvernementale. Et c'est aussi celui qui a le lien direct avec le patronat et les milieux d'affaires.

Ce n'est d'ailleurs pas seulement sa fonction institutionnelle. C'est aussi, si l'on peut dire, sa fonction politique. Pour un chef de l'État, il est en effet souvent très utile d'avoir un ministre des finances qui a des postures très droitières : cela lui permet d'avoir un membre de son équipe qui ne rompt jamais les ponts avec les milieux d'affaires, même si les relations sont tendues ; et cela lui permet aussi de jouer les arbitres et de départager les membres de son équipe gouvernementale, d'être en somme au-dessus de la mêlée.

Qui ne se souvient par exemple du jeu de rôle entre François Mitterrand et Pierre Bérégofoy ? Ou alors de celui entre Lionel Jospin et Dominique Strauss-Kahn ? Toujours, le ministre des finances, même sous un gouvernement de gauche, est le droitier de la bande. Ce qui n'a jamais empêché certains patrons de Bercy de jouer ce rôle avec beaucoup de dextérité. Qui ne se souvient, là encore, de Pierre Bérégofoy ? Il se rengorgeait lorsque l'on disait de lui qu'il était un « Pinay de gauche », mais dans le même temps, habile entre tous, il prenait toujours bien soin de parler aussi à son propre camp.

Exemple : il conduisait une politique économique très libérale, en prenant pour priorité la « désinflation compétitive » mais il le faisait en usant de mots de gauche. En rappelant sans cesse cette contrevérité selon laquelle l'inflation est « un impôt sur les pauvres » - alors qu'en vérité, c'est d'abord la crainte majeure des créanciers et des marchés financiers.

Mais, avec François Hollande, tous ces subtils équilibres sont rompus. D'abord, on peine à voir une différence de fond entre les priorités économiques que défend le ministre des finances et celles qu'arbitre le chef de l'État. Le virage à droite pris

par toute l'équipe socialiste depuis l'élection présidentielle est si spectaculaire que les jeux de rôle classiques entre le président et le patron de Bercy n'ont plus cours. Cela tient sans doute à Pierre Moscovici qui est, par tempérament, rongé par l'inquiétude et applique strictement ce que l'Élysée attend de lui, sans jamais prendre d'initiative ni avoir une existence politique un tantinet autonome, à la manière de Manuel Valls. Mais cela tient aussi aux choix de François Hollande, qui a d'emblée imprimé un cours économique quasi inchangé par rapport aux années Sarkozy. Ainsi donc, Pierre Moscovici peine à être le droitier de service, puisqu'en vérité, en matière de politique économique, c'est l'Élysée qui a choisi ce tempo.

Est-ce donc cela qui pousse Pierre Moscovici encore plus à droite qu'il ne le voudrait, sans même avoir les habiletés qu'avait en d'autres temps un Pierre Bérégovoy ? C'est précisément en cela que notre vidéo retient l'attention. Car, il y a évidemment quelque chose d'affligeant à voir un ministre des finances jouer les « toutous » devant un parterre de chefs d'entreprise, sans jamais dire ce sont ses convictions - en a-t-il d'ailleurs seulement ?

Mais surtout, en bloc comme en détail, on découvre que Pierre Moscovici est disposé à tout céder aux chefs d'entreprises - jusqu'à ce qu'ils n'ont pas même l'imagination de demander.

### **Pas de contrepartie et pas de contrôle fiscal**

Dans le propos du ministre, on a ainsi d'abord la confirmation quand il évoque la réforme des retraites qu'une manipulation est en cours, puisqu'il promet aux chefs d'entreprise que la hausse des cotisations retraite leur sera intégralement compensée par une baisse des cotisations famille, dans le cadre de la prochaine réforme de la protection sociale.

Depuis que Jean-Marc Ayrault a annoncé sa réforme des retraites, on se doutait, certes, qu'il y avait un tour de bonneteau qui se préparait. Le premier ministre a en effet annoncé un relèvement de 0,3 point des cotisations retraite, pour les salariés comme pour les employeurs, soit 3,2 milliards d'euros de prélèvements en plus pour les uns comme pour les autres. Et on savait, précisément depuis la rencontre de lundi entre Jean-Marc Ayrault et Pierre Gattaz, que le patronat échapperait, au moins pour partie, à un prélèvement nouveau, puisque pour eux la hausse des cotisations retraite pourrait être en partie amortie par la baisse des cotisations famille.

Mais, devant l'université d'été du Medef, Pierre Moscovici est venu apporter aux patrons une nouvelle encore plus formidable que prévu : la hausse de leurs cotisations retraite « sera intégralement compensée par une baisse des cotisation famille ». En bref, la réforme des retraites sera intégralement à la charge des salariés. Puisqu'ils seront soumis, eux, à une hausse de leurs cotisations retraite ; et puisqu'ils devront, d'une manière ou d'une autre, faire les frais de la réforme du financement de la protection sociale (*lire [Retraites : vive le capital ! À bas le travail !](#)*).

Et il faut bien écouter comment Pierre Moscovici annonce cette disposition. Pas un mot à l'attention du monde du travail ; pas le moindre souci d'équilibre : c'est un discours 100 % patronal ! Pierre Moscovici s'est comme fondu au milieu de son auditoire, au milieu des petits patrons du Medef, comme s'il était l'un des leurs, indifférents aux questions d'équité ou de justice sociale.

Le propos devient encore plus stupéfiant quand Pierre Moscovici rappelle aux chefs d'entreprise que le gouvernement a par ailleurs décidé en leur faveur un « choc de compétitivité » de 20 milliards d'euros, sous la forme d'un crédit d'impôt. Car, le ministre des finances ne se borne pas à souligner de nouveau l'aspect le plus choquant du dispositif : le cadeau est « sans contrepartie ». Cela, on le savait déjà, et les chefs d'entreprise l'ont depuis longtemps compris : financé par les consommateurs, y compris les plus modestes, via notamment une hausse de la TVA, ce cadeau, les patrons pourront en faire ce qu'ils veulent, jusqu'à majorer les dividendes servis à leurs actionnaires.

Mais emporté par son élan, Pierre Moscovici en a dit plus aux chefs d'entreprise : il leur a aussi donné l'assurance que ce crédit d'impôt leur sera donné sans que l'administration des impôts n'aille vérifier si les procédures ne sont pas détournées. « Cette baisse, elle est sans contrepartie, elle est sans contrôle fiscal », a assuré le ministre des finances. Stupéfiant propos ! A-t-on déjà entendu, par le passé, un ministre des finances promettre que l'administration fiscale n'ira pas vérifier le respect des procédures et des règles de droit ?

Et pour finir, Pierre Moscovici a aussi promis, pour le court terme, d'autres « allègements intelligents » de la fiscalité des entreprises - on craint déjà le pire. Bref, le ministre des finances s'est surpassé. Et a reçu en retour des applaudissements qui étaient assurément bien mérités.

Pourquoi ce zèle, si appuyé qu'il en devient presque maladroit ? Pourquoi ce manque de subtilité ou de souci d'équilibre ? À tourner la question dans tous les sens, on ne trouve guère qu'une explication plausible : terriblement affaibli depuis l'affaire Cahuzac, Pierre Moscovici a fait le choix délibéré de « sur-jouer », si l'on peut dire, ce rôle de ministre des entreprises, dans l'espoir, peut-être, que François Hollande hésitera à la prochaine occasion à le mettre sur la touche.

Si c'est la bonne explication, convenons qu'elle est burlesque. Voilà que le très modeste Pierre Gattaz serait devenu faiseur de rois. Dans tous les cas de figure, c'est dire si l'équipée socialiste est dans une mauvaise passe...